

L'investissement Socialement Responsable :

Les « Green bonds »

Jean-Jacques Perquel
25 mai 2017

La crise de longue durée (crise de cycle Kondratievienne) a commencé à la fin du XXème siècle avec le développement de l'Internet et s'est aggravée en 2007 avec le refus de sauver Lehman Brothers (refus d'appliquer la règle « too big to fail » pour faire un « exemple », au risque de ruiner tout le système bancaire international) et, en Europe avec les diverses crises grecques et chypriotes. La raison d'être de cette « Grande Crise » en voie de se terminer est due au remplacement des industries traditionnelles à forte main d'œuvre non qualifiée par une industrie « robotisée » qui demande moins d'emplois et des ouvriers beaucoup plus formés aux techniques modernes.

Or les innovations qui se multiplient devraient assurer la reprise économique et dans quelques années, on devrait pouvoir dire, comme le font, avec ironie, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, (2009) « cette fois c'est différent ».

Aussi les ouvriers et employés « classiques » ont tendance à être poussés au chômage par la disparition de leurs activités traditionnelles. Il faut les adapter aux métiers nouveaux. Certes certains d'entre eux (robotique, nanotechnologies, etc.) nécessitent des formations très poussées. Cela demande aux gouvernements un effort important.

Des quantités d'autres activités apparaissent. Cela est dû à la fois au développement de la durée et de la qualité de vie. En particulier il faut noter le rôle majeur de la pensée I.S.R. (Investissements Socialement Responsable).

Mais pour réaliser des projets ambitieux, il faut des fonds. On ne peut pas compter uniquement sur ceux de l'Etat. Aussi il faut essayer d'analyser l'état actuel des besoins d'investissement en facteurs de production non polluants et comment le secteur privé répond financièrement à la demande de fonds.

I. Le développement de l'investissement vert

Dans le monde, la croissance de la consommation d'énergie d'origine solaire ou éolienne a été de 1.226 % de 1990 à 2016 tandis que dans le même temps l'énergie nucléaire a augmenté de 29 %, le pétrole de 37 %, le charbon de 71 %. Mais la production énergétique non productrice de CO2 reste encore très faible. Si l'on compare les consommations mondiales d'énergie en 2015, on constate que les énergies renouvelables atteignaient 0,4 milliard de tonnes d'équivalent pétrole tandis le pétrole en fournissait 4,3 le charbon 3,8 et le gaz 3,1.

Dans cette rivalité pour des énergies « propres » la Chine est en tête avec plus d'un tiers de la puissance mondiale des éoliennes, un quart de la production solaire, 6 des 10 fabricants mondiaux de panneaux, 4 des 10 fabricants d'éoliennes et plus de batteries que tout le reste du monde. L'Inde cherche à rattraper la Chine étant 3ème sur le marché « solaire ». En Europe, l'Allemagne jouit d'une place de tout premier plan.

Mais se pose alors le problème du financement.

II. Le financement de l'investissement vert

L'ensemble des investissements E.S.G. a un coût extraordinaire, surtout si on ajoute aux dépenses directement rentables des dépenses de formation, des aides sociales, etc. Bien plus les opérations elles-mêmes sont difficilement rentables. Il faut noter en particulier la faillite des principales sociétés allemandes de plaques photo-voltaïques tuées par la concurrence chinoise. Aussi les financements ont au début été essentiellement publics. Puis partant d'une idée très ancienne développée en Angleterre par les églises et les organismes de charité de ne pas investir dans des sociétés dont le but ne s'accordait pas avec la pensée chrétienne, on a pensé créer des fonds d'actions à but écologique (défense de l'eau en particulier qui en plus s'est révélée un excellent placement).

On a imaginé alors des obligations « vertes », c'est-à-dire des obligations normales mais dont le but écologique est précisé dans le prospectus. Ces obligations sont en général émises par des grandes sociétés SNCF, EDF, Compagnies pétrolières, etc. qui financent ainsi des projets hors de leurs domaines professionnels avec des montants non négligeables. Ainsi EDF a investi 4,5 milliards d'euros au cours de 5 opérations différentes. Ces opérations ont la garantie de la société émettrice avec un taux d'intérêt qui n'est pas différent de ce que cette société aurait obtenu pour un emprunt « classique ». En même temps elles offrent un avantage psychologique car elles permettent de faire un peu oublier le rôle de son activité principale.

Bien entendu, on cherche à y intéresser le public. Ainsi « LYXOR » a créé les premiers E.T.F « green bonds » cette année, en les spécialisant : E.T.F Water (570 millions d'euros), un E.T.F.New Energy et un dernier E.T.F d'obligations vertes portant sur 115 obligations de 71 émetteurs.

Conclusion

Le développement économique accompagné d'une augmentation continue de la population pose des problèmes majeurs : augmentation de la température, de la pollution, des besoins des populations pauvres d'atteindre un niveau de vie comparable à celui des pays riches, etc. Cela suppose que l'on consacre des fonds de plus en plus importants à protéger la surface de la terre (en attendant de pouvoir coloniser des planètes !!!). Toutes les sources de financement sont bonnes, en particulier l'appel au public grâce aux « green bonds » qui ont en outre l'avantage d'être populaires car ils donnent à leur « lanceurs » l'impression qu'ils font « sans peine » une bonne action. Il en est de même des souscripteurs. Comme le coût des produits d'investissements « vert » est de plus en plus faible du fait de la production de masse, on peut penser que ces productions augmenteront les emplois et permettront d'assurer à nouveau le plein emploi mais cette fois non plus à l'échelon national mais à celui du monde.
